

Document:-
A/CN.4/178/Add.1

Nomination a un siege devenu vacant après election, Note du Secrétariat

sujet:
Vacance survenant après élection

*Téléchargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/CN.4/178/Add.1
10 mai 1965

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS



COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Dix-septième session

NOMINATION A UN SIEGE DEVENU VACANT

Additif à la Note du Secrétariat

Liste et notices biographiques des candidats

I

Liste des candidats

En vue de pourvoir au siège devenu vacant par suite de la démission de M. Victor Kanga, les candidatures suivantes ont été présentées :

- M. Sedjaoui, Mohammed (Algérie)
- M. Matine-Daftary, Ahmed (Iran)
- M. Ramangasoavina, Alfred (Madagascar)

II

Notices biographiques des candidats

M. Mohammed SEDJACUI
(Algérie)

Texte original : français

Né le 21 septembre 1929 à Sidi-Bel-Abbès (Algérie).

Titres universitaires

Docteur en droit (mars 1956).

Diplôme de l'Institut d'Etudes politiques de l'Université de Grenoble (1952).

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (1951).

GE.65-6171

Distinctions

Lauréat de la Faculté de droit de Grenoble (1er prix du Concours de droit commercial - 1951).

Lauréat des Amis de l'Université de Grenoble (1956).

Lauréat de la Dotation Carnegie pour la paix internationale (1er prix sur l'organisation internationale - 1956).

Activités

Ancien avocat stagiaire près la Cour d'appel de Grenoble (1951-1953).

Ancien stagiaire de recherche puis Attaché de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS, détaché à Grenoble, 1955-1957).

Ancien conseiller juridique du Gouvernement provisoire de la République algérienne (Le Caire, Tunis, 1958-1962).

Ancien Secrétaire général de l'Assemblée nationale constituante algérienne (1962).

Ancien Secrétaire général du Gouvernement algérien (décembre 1962 à décembre 1964).

Actuellement Ministre de la Justice, Garde des sceaux de la République algérienne démocratique et populaire.

Doyen de la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université d'Alger.

Publications

"Fonction publique internationale et influences nationales" : publié sous les auspices de la Dotation Carnegie pour la paix internationale - Londres, 1958.

"Jurisprudence comparée des tribunaux administratifs internationaux en matière d'excès de pouvoir" : Annuaire français de droit international - Paris, 1956.

"Le syndicalisme des fonctionnaires internationaux" : Annuaire français de droit international - Paris, 1957.

"Jurisprudence des tribunaux administratifs internationaux" : Journal de droit international (Clunet) - 1959.

"La Révolution algérienne et le droit" : Bruxelles, 1961

- Editions française et anglaise; Damas, 1962 - Edition arabe.

"Les tribunaux administratifs internationaux" : Jurisclasseur de droit international - Paris.

M. Ahmed MATINE-DAFTARY

(Iran)

[Texte original : anglais]

Né à Téhéran, le 24 janvier 1897.

Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Téhéran (droit international public, droit pénal et procédure civile) depuis 1935.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye depuis 1937.

Professeur à l'Académie de droit international, à La Haye.

Président du Groupe national de l'Iran pour le Congrès international de droit comparé. Membre de l'Académie de l'Iran depuis 1938.

Membre de la Commission nationale de l'UNESCO.

ANTECEDENTS :

Carrière politique

Ministre de la Justice (1936-1939).

Président du Conseil des ministres (1939-1940).

Membre du Parlement (1947-1949).

Sénateur pour Téhéran, depuis 1950.

Président de la Commission sénatoriale de la justice.

Carrière diplomatique

Directeur du Département des traités et de la Société des Nations.

Conseiller juridique de la délégation de l'Iran à la Société des Nations (1928-1930).

Carrière judiciaire

Conseiller à la Cour suprême.

Directeur général du Ministère de la justice.

Législation

Participation active à l'élaboration de plusieurs projets de codes de lois et conventions internationales, entre autres : code civil (spécialement la partie concernant le droit international privé de l'Iran), code de procédure civile, code pénal, etc. Président de la Commission ministérielle chargée d'étudier les amendements proposés par l'Iran au projet de Dumbarton Oaks.

Publications

"La suppression des capitulations en Perse" (Paris, 1930).
"Traité de procédure civile et commerciale" (2 vol.).
"Société des Nations".
"Indépendance économique de la Perse".
"Etatisme économique en Iran".
"Précis de droit international privé".
"Recueil de conférences sur les différents aspects des Nations Unies".

Activités sociales

Secrétaire général de l'Association iranienne pour la Société des Nations.
Président de l'Association iranienne pour les Nations Unies, depuis 1948.
Organisateur du Séminaire international de l'UNESCO (Téhéran, février 1950) pour initier les professeurs des lycées de Téhéran aux études sur les Nations Unies. Organisateur des manifestations nationales à l'occasion de la Journée des Nations Unies et de la Journée des droits de l'homme.
Participation à des réunions internationales, et notamment :
Assemblée et Conseil de la Société des Nations, Conseil de sécurité, Conférence interparlementaire, Conférence internationale de droit pénal et de droit comparé, Conférence internationale économique, Assemblées plénières de la Fédération des associations pour les Nations Unies, Séminaire international gandhien pour la paix à New Dehli, etc.

Langues étrangères

Français, anglais, allemand et arabe.

Etudes

Universités de Téhéran, Paris, Lausanne et Berlin.
Stages auprès des cours et tribunaux de Paris, Genève et Berlin.

M. Alfred RAMANGASOAVINA
(Madagascar)

/Texte original : français/

Né le 2 novembre 1917, en France.

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques.

Docteur en droit (droit public, économie politique).

Avocat près la Cour d'appel de Tananarive.

M. Alfred Ramangasoavina a occupé des postes importants dans l'Administration de la République malgache :

1954-1955 - Caisse centrale de la France d'Outre-Mer.

1955 - Office des échanges à Tananarive.

- Conseiller municipal des finances

1957 - Ministre des finances.

1958 - Ministre de l'équipement.

1959 - Ministre des travaux publics, de l'équipement et des transports.

- Ministre de l'industrie et du plan.

1960 jusqu'à ce jour : Ministre de la Justice et Garde des Sceaux.